ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - JUIN 1981
28e Circonscription - XIXe Arrondissement de Paris

U.N.M.
UNION POUR UNE NOUVELLE MAJORITÉ



Jacques FÉRON

Commandeur de la Légion d'Honneur,
Ancien Président du Conseil Municipal de Paris,
DÉPUTÉ SORTANT.



SUPPLÉANT :

Annick BOUCHARA

Chevalier de l'Ordre National du Mérite,
Mère de Famille.

Électeurs, Électrices,

En 1978, les électeurs et les électrices de la 28e circonscription du XIXe arrondissement m'ont envoyé siéger à l'Assemblée Nationale.

Par ce vote, les Libéraux et les Républicains de cette circonscription manifestaient clairement leur volonté de revenir à plus de libéralisme dans une citadelle occupée depuis 15 ans par des Communistes et des Socialistes qui monopolisaient toutes les fonctions électives de notre arrondissement, à l'Assemblée Nationale comme à l'Hôtel de Ville.

Élu, je me suis efforcé de faire renaître l'atmosphère de dialogue indispensable à la vie de nos quartiers et d'agir en représentant de toute la population.

J'ai tenu personnellement toutes mes permanences, reçu en tête à tête des centaines d'habitants, résolu beaucoup de problèmes grâce à une approche "dépolitisée" de chacun d'eux. Toutes les fois que j'ai eu besoin de l'appui de la Mairie de Paris, je l'ai trouvé en m'adressant à Jacques CHIRAC, dont on sait la compétence et le dynamisme qu'il met au service de la Capitale.

Mon action au service des habitants de nos quartiers ne m'a pas fait pour autant oublier de défendre mes convictions politiques à l'Assemblée Nationale. Elles allaient d'ailleurs dans le même sens : j'ai œuvré, au sein de la Commission des Finances en tant que rapporteur spécial des P.M.I., puis rapporteur du secteur public et des entreprises nationales, contre les interventions sans cesse croissantes d'un État technocratique de plus en plus envahissant.

Élu Indépendant apparenté au R.P.R., avec ce groupe, j'ai voté toutes les lois et défendu toutes les initiatives visant à donner plus de liberté aux entreprises, plus de responsabilités aux citoyens.

La France vient de se donner un nouveau Président et je m'incline devant son choix. Mais celui-ci s'est porté sur un Président socialiste, défenseur naturel et obligé d'un programme qui comporte de grands risques pour les Français !

On ne peut que s'inquiéter, en effet, des projets du Parti Socialiste. Si ces projets devaient un jour être approuvés par une majorité parlementaire nouvelle, c'est tout le système libéral auquel les Français sont attachés qui serait remis en cause.

Au moment d'un choix qui sera décisif, pour notre avenir immédiat et celui de nos enfants, il fallait que cette vérité fut dite. **Or, le Gouvernement prend bien soin de rester dans le flou sur ses intentions,** de crainte d'effrayer les Français qui ne connaissent pas les objectifs socialistes appuyés par le Parti Communiste. Il ne faut pas que le changement de politique souhaitée par une majorité nous fasse basculer dans un changement de Société.

Je suis convaincu que les électeurs et les électrices de la 28e circonscription du XIXe arrondissement resteront fidèles à la politique d'efficacité et de mesure dont a besoin notre pays.

Jacques FÉRON.

Vu, le Candidat.

OUI au changement de politique.

UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE FERME ET INDÉPENDANTE.

Nous refusons la politique des blocs. Nous voulons une France indépendante et libre de coopérer avec les autres nations pour la paix et le progrès.

UNE EUROPE FORTE ET EFFICACE.

Nous voulons interrompre le processus d'affaiblissement de l'Europe dans le monde et mettre fin à son impuissance.

UNE POLITIQUE ACTIVE DE L'EMPLOI.

1.700.000 chômeurs, 700.000 jeunes sans emploi, des régions entières touchées ou menacées par le chômage, c'est insupportable, c'est inacceptable.
Face à cet immense et dramatique problème qu'est le chômage, le P.S. ne propose que poudre aux yeux :
– l'embauche de plus de 200.000 fonctionnaires, dont on n'a pas besoin, pèsera sur le budget, c'est-à-dire sur les impôts des citoyens et des entreprises, paralysant une fois de plus, l'économie ;
– la semaine de 35 heures est une mesure brutale qui ne fait que répartir la pénurie en augmentant de 15 % les prix français.

CHOISIR LA CROISSANCE.

Si le marché de l'emploi ne cesse de se dégrader en France, c'est avant tout parce que notre économie stagne :
– libérer les entreprises des contraintes administratives et fiscales qui entravent leur dynamisme (suppression de la taxe professionnelle, adaptation des règlementations et des seuils qui paralysent l'embauche, amélioration des conditions de financement, notamment pour les P.M.E.) ;
– relancer au niveau de l'État, les investissements productifs dans les secteurs-clés de notre économie.
En 1981, le coût du chômage atteindra plus de 100 milliards ! Mieux vaut consacrer cette somme énorme à créer des emplois, à rendre aux Françaises et aux Français, et particulièrement aux jeunes, ce droit élémentaire qu'est le droit au travail.

DIALOGUE SOCIAL.

Le dialogue social est la condition indispensable du renouveau économique.
L'État cède de plus en plus à la tentation de tout décider seul.
Les difficultés économiques de la France sont aujourd'hui telles qu'un véritable dialogue doit s'instaurer à tous les niveaux de la vie quotidienne.

LIBERTÉ DE L'ENSEIGNEMENT.

La formation de notre jeunesse est un problème capital pour l'avenir du pays. Il y va de l'intérêt de nos enfants. Le temps n'est plus à la guerre scolaire. Il ne saurait être question de supprimer la complémentarité qui existe entre les secteurs public et privé. C'est une condition de la liberté. La démocratie passe par le respect de toutes les opinions, de toutes les différences.

UNE MÉDECINE LIBRE.

Il faut à la France une médecine libre. Cette liberté a de multiples facettes dont la plus importante reste le choix du médecin par les malades ; le médecin généraliste plus proche des familles restant à la base du système de santé français.

LA SOLIDARITÉ AVEC LES PERSONNES ÂGÉES.

La solidarité la plus élémentaire avec toutes celles et tous ceux qui ont travaillé et souvent combattu pour notre pays n'a pas encore fait l'objet d'un effort suffisant de l'État. Notre politique en faveur des personnes âgées va dans ce sens ainsi qu'en témoigne l'action exemplaire menée par Jacques CHIRAC à Paris.

UNE ACTION SOCIALE EN FAVEUR DES PLUS DÉFAVORISÉS.

Une politique a l'image de celle entreprise en faveur des personnes handicapées devra être développée au bénéfice des catégories sociales les plus touchées.

UNE POLITIQUE EN FAVEUR DU MOUVEMENT ASSOCIATIF.

Il faut permettre au mouvement associatif de se développer sans entraves.

LA FAMILLE.

En ce monde de bouleversements, la famille doit rester la cellule fondamentale tant de l'individu que de la Société.

Vive la France !

NON au changement de Société.

Imp. L. Lefebvre, Paris.

Vu, le Candidat